

# Réimaginons le Gabon : Concertation avec la jeunesse gabonaise.

En réponse à l'appel à contributions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition en préparation du dialogue national.

Libreville, 29 septembre 2023

Maison Verte du Programme des Nations Unies pour le Développement

## Introduction

Le 29 septembre 2023, trente jours après la prise de pouvoir du Comité de la Transition pour la Restauration des Institutions (CTRI), le Programme des Nations Unies pour le Développement a organisé une concertation avec quarante jeunes en prévision de l'appel du Premier Ministre, Chef du Gouvernement à une série de consultations nationales avec tous les segments de la société gabonaise, y compris les jeunes. Le PNUD en collaboration avec Youth Connekt et le Ministre de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Arts, est prêt à organiser une série de concertations supplémentaires entre la jeunesse et le gouvernement afin de peaufiner les recommandations et contribuer à un plan d'action.

## Contexte

Au Gabon, après 56 ans de gouvernance sous le régime Bongo, le pays écrit actuellement une nouvelle page de son histoire avec l'arrivée au pouvoir des forces de défense et de sécurité, sous le leadership du Général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema. Le CTRI a été mis en place depuis le 30 Aout 2023 avec comme objectifs clés : la refonte des institutions autour des valeurs telles que la transparence, l'intégrité et la justice et l'appui aux populations vulnérables, laissées de côté par l'absence d'une gouvernance inclusive.

L'organisation d'une concertation **pour et par les jeunes** s'inscrit dans la volonté du Programme des Nations Unies pour le Développement de créer un espace d'échange offrant les outils à la jeunesse gabonaise pour l'appropriation de concepts clés liés à l'engagement civique et la participation citoyenne. Par ailleurs, cet espace permet la formulation d'une ambition sur le rôle que la jeunesse aura à jouer dans cette période de transition au Gabon. Plus largement, ces sessions d'échange sont aussi opportunes pour recueillir les besoins, les ambitions et les préoccupations des jeunes et acteurs de la jeunesse, afin d'établir une plateforme officielle pour la diffusion des perspectives et des actions à entreprendre pendant la période de transition et au-delà.

## Déroulé

Quarante jeunes Gabonais se sont portés volontaires afin de participer à cet échange. Autour de la table, ce sont des enseignants, étudiants, diplômés et demandeurs d'emploi, membres d'organisations non-gouvernementales, entrepreneurs, aspirants entrepreneurs et élus qui se sont retrouvés pour définir les enjeux prioritaires de la jeunesse. Ils ont ensuite été répartis en cinq groupes ; Education, Employabilité, Entrepreneuriat, Gouvernance & Inclusion et Inégalités afin d'établir un diagnostic, lister les défis et émettre des recommandations.

Voici le résultat de leurs échanges :

## **Groupe 1 : Education**

*Jeune leaders, curriculum et civisme : quel avenir pour l'éducation dans le Gabon nouveau ?*

### **DIAGNOSTIC, DEFIS & RECOMMANDATIONS**

- 1. Les cours d'éducation civique et de morale ont disparu des curricula et les programmes éducatifs ne sont pas alignés aux besoins contemporains et à l'environnement culturel gabonais.**

#### **Recommandations :**

- Restaurer le cours de la morale à partir du Cours Élémentaire 1 (CE1) et celui de l'éducation civique dès le collège afin de transmettre les valeurs, des savoirs ainsi que des pratiques fondamentaux pour devenir de bons citoyens.
- Adapter et actualiser les programmes scolaires afin que la formation soit orientée vers les besoins et objectifs de développement du Gabon et permette de préparer les futurs adultes aux défis du monde actuel en stimulant la créativité, adaptabilité et la réflexion critique.
- Renforcer les filières professionnelles dès le second cycle afin de très tôt développer de nouvelles opportunités professionnelles et accessibles à un plus grand nombre de jeunes.
- Mener des campagnes de sensibilisation contre la délinquance juvénile et le savoir-être en milieu scolaire.

- 2. Les conditions de travail des enseignants se sont dégradées, les infrastructures vétustes et sans l'équipement de base (manque de salles de classes avec pour conséquence effectifs pléthoriques).**

#### **Recommandations :**

- Investir de façon conséquente dans l'équipement, le matériel et les infrastructures qui permettent un accompagnement didactique de qualité et la préparation aux défis du monde actuel, ceci comprend : équiper des bibliothèques, des laboratoires pour susciter les vocations scientifiques, installer des médiathèques pour renforcer la culture et les compétences dans le numérique.
- Construire des établissements aux normes internationales pour tous les niveaux d'étude afin de renforcer les capacités d'accueil mais surtout offrir un cadre d'enseignement adéquat et stimulant pour les enseignants et apprenants.
- Investir dans la création, réhabilitation, et l'équipement des infirmeries et structures sanitaires et psychologique en milieu scolaire.
- Réouvrir la cité universitaire surtout pour les étudiants issus de milieux défavorisés en provenance de l'intérieur et logements des enseignants.
- Equiper des salles de professeur et assurer un suivi et un soutien psychologique aux enseignants
- Evaluer et contrôler en continu les établissements d'enseignements publics mais aussi privés afin de s'assurer de la qualité des enseignements qui y sont offerts ainsi que les conditions d'étude.

## **Groupe 2 : Employabilité**

*Avec 35% de chômage chez les jeunes, comment promouvoir l'emploi et la formation professionnelle ?*

### **DIAGNOSTIC, DEFIS & RECOMMANDATIONS**

#### **3. Faibles opportunités d'apprentissages et/ou de stages en entreprise ne permettant pas aux jeunes de préparer leur entrée sur le marché du travail.**

##### **Recommandations :**

- Investir dans le programme *Passerelle Jeunesse de Youth Connekt* afin d'augmenter le nombre d'entreprises qui accueillent les jeunes et contribuer à élargir le bassin d'opportunités de stages pour les jeunes gabonais.
- Par le biais de ce programme, établir un diagnostic prévisionnel des besoins en ressources humaines des employeurs sur un horizon de 3 à 5 ans pour préparer la relève et/ou les futurs recrutements : définition des besoins en emploi et en compétence, mise en place d'un programme d'insertion post-formation et financement de bourses et/ou de frais de scolarité par les employeurs du secteur privé.
- Initier des campagnes de sensibilisation sur l'impact positif que les stages et les programmes de formation de niveau débutant ont sur les entreprises.
- Recruter des conseillers d'orientation dans les établissements scolaires et universitaires afin de permettre aux apprenants, dès le collège d'explorer différentes avenues professionnelles et/ou mettre l'accent sur leurs véritables intérêts.

#### **4. Les canaux de communication et plateformes pour le recrutement au Gabon ne permettent pas d'avoir un accès efficace, transparent et à jour des offres d'emploi.**

##### **Recommandations :**

- Redynamiser les structures telles que le Pôle National de Promotion de l'Emploi et établir un système fréquent et informatisé d'actualisation des offres d'emploi – du type : LinkedIn Jobs.

#### **5. Les offres d'emploi lorsqu'elles sont partagées se limitent trop souvent aux emplois à court terme. Il y a un réel manque de diversité du types et d'offre d'emplois.**

##### **Recommandations :**

- Encourager les compagnies à étendre leurs offres d'embauche au-delà des emplois saisonniers ou encore de manutention.
- Identifier les secteurs-clés tels que l'agriculture, le numérique, le tourisme et développer des partenariats avec des entreprises du secteur privé afin de faciliter une insertion professionnelle sur le long terme.

### **Groupe 3 : Entrepreneuriat**

*L'avenir est à l'innovation et la création de richesse locale, comment construire un vivier de PME gabonaises pérennes ?*

#### **DIAGNOSTIC, DEFIS & RECOMMANDATIONS**

##### **6. Le manque d'accès au capital reste l'un des principaux obstacles auxquels les entrepreneurs sont confrontés lorsqu'ils créent ou développent une entreprise.**

###### **Recommandations :**

- Améliorer l'accès aux garanties : Les gouvernements et les institutions financières devraient travailler ensemble pour créer des programmes qui fournissent aux jeunes entrepreneurs les ressources dont elles ont besoin pour obtenir des prêts, tels que des garanties de crédit ou des alternatives de collatéral.
- Lancer une campagne de sensibilisation sur le potentiel économique des entreprises dirigées par des jeunes afin de lutter contre les préjugés à l'encontre des dites entreprises.

##### **7. Les entrepreneurs n'ont pas suffisamment accès à de l'accompagnement continu au-delà de la phase d'incubation de leur projet.**

###### **Recommandations :**

- Financer un programme de *mentorship* entre les jeunes entrepreneurs et des cadres du secteur privé.
- Investir dans des programmes avec une approche 360 tel que la cohorte YouthConnekt : Entrepreneurs d'Impact afin de propulser l'entrepreneuriat local mais aussi offrir en plus d'un appui financier, un appui technique et un suivi sur le long terme.
- Financer des *package* de formation pour un nombre adéquat de jeunes entrepreneurs dans chaque structure d'accompagnement à la création et au développement des entreprises.

##### **8. Le chemin pour se formaliser relève du parcours du combattant ; réglementation lourde, agréments multiples, haut taux de taxation et lenteur administrative.**

###### **Recommandations :**

- Alléger le fardeau réglementaire et administratif des jeunes entrepreneurs dans des secteurs ciblés à travers des mesures tels que l'optimisation du guichet unique, la réduction à l'essentiel de la paperasse nécessaire et/ou l'exonération de certaines taxes.
- Identifier les entrepreneurs qui se démarquent, qui ont réussi et les accompagner financièrement & techniquement afin de les propulser et d'en faire des modèles de réussite.

## **Groupe 4 : Gouvernance & Inclusion**

Entre représentativité et participation citoyenne, quelle place pour les jeunes dans la gouvernance ?

### **DIAGNOSTIC, DEFIS & RECOMMANDATIONS**

#### **9. Sous-représentation de la jeunesse dans les instances de prise de décisions et sur les listes électorales.**

##### **Recommandations :**

- Instituer et s'assurer de la mise en application d'une loi fixant à 30 % le quota d'accès des jeunes aux élections politiques et aux emplois supérieurs de l'Etat afin de s'assurer de la représentativité dans les instances décisionnelles de 65% de la population.

#### **10. La jeunesse n'a pas une entité institutionnelle qui la représente.**

- Redynamiser le Conseil National de la Jeunesse et en faire l'interlocuteur principal des questions de jeunesse & politique.

#### **11. L'ancien modèle de gouvernance mis en place facilitait les pratiques de mauvaises gouvernance – faible principe de redevabilité.**

- Organiser les jeunes afin de mettre en place une application mobile de notation des services publics afin de veiller à ce que les services publics soient fonctionnels et efficaces pour tout le monde.
- La transparence des données publiques est primordiale. Afin de limiter la corruption, la jeunesse doit avoir un rôle à jouer à travers l'innovation technologique.

## **Groupe 5 : Inégalités sociales**

*Vie chère, exclusion et inégalités croissantes : comment réformer le pacte social pour offrir à tous et toutes les mêmes opportunités ?*

### **DIAGNOSTIC, DEFIS & RECOMMANDATIONS**

#### **12. Les richesses sont inégalement réparties et redistribués, causant ainsi un fossé entre les couches de la population.**

##### **Recommandations :**

- Rassembler un groupe d'experts afin d'identifier les fondements des disparités sociales dans le pays et appuyer le rôle et le champ d'action du Ministère des Affaires Sociales.
- Soutenir et favoriser le développement d'organisations communautaires afin de permettre l'offre de services utiles géré par les communautés elles-mêmes.
- Etablir des programmes sociaux d'accompagnement de populations marginalisées et/ou en difficulté – par exemple, des centres gratuits d'activités extra-scolaires, un repas gratuit par jeune dans les écoles, des centres de réinsertion à la sortie de prison ou des centres de formation au sein même des prisons.

#### **13. Accès inégal aux opportunités de travail, d'éducation, de bonheur, de santé, d'espérance de vie plus longue, d'actifs et de mobilité sociale.**

##### **Recommandations :**

- Décentraliser certains services publics, bureaux et industries afin de promouvoir une prospérité partagée entre les régions en évitant les poches de pauvreté régionales.
- Assurer un accès à des services de base de qualité dans les secteurs de la santé, le logement, la scolarité et de l'emploi.

#### **14. Des pratiques de gouvernance défailtantes, sans consultation ou collaboration avec les jeunes, les femmes ou les populations autochtones.**

##### **Recommandations :**

- Créer une commission des jeunes, des femmes et des populations autochtones permettant de soutenir le développement d'institutions fortes en mesure de favoriser une bonne gouvernance, avec des contre-pouvoirs, des mécanismes de contrôle.
- Mettre en place des mécanismes de vérification, de contrôle et de redressement pour renforcer l'efficacité de l'administration.